

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21068 - 78ÈME ANNÉE

L'alternative au tout-automobile pour relier les grands centres urbains existe à 200 kilomètres de La Réunion

Train Metro Express : les Mauriciens gagnants sur toute la ligne



Intérieur d'une rame de 350 places du Metro Express. (Photo Mauritius Metro Express)

La France vit une situation exceptionnelle en raison de grèves causées par les surprofits des compagnies pétrolières : de nombreuses stations-service sont à sec. A La Réunion, cette situation est moins rare, compte tenu de la dépendance au tout-automobile et du poids de certaines corporations de ce lobby. Or, Maurice, le pays le plus proche de La Réunion, montre qu'une alternative est possible pour les relier les plus grandes villes du pays. Grâce au train Metro Express, les Mauriciens sont gagnants sur toute la ligne.

En France, la course aux profits des actionnaires des compagnies pétrolières est à l'origine de pénuries dans de nombreuses stations-services. Les travailleurs de Total et d'Exxon Mobil ont été contraints de faire grève pour tenter d'obtenir une augmentation de leurs salaires. Ces travailleurs sont en effet ceux qui permettent à ces sociétés d'enregistrer d'importants profits qui bénéficient aux actionnaires plutôt qu'aux salaires et aux conditions de travail. En conséquence, des mesures de restrictions sont mises en place par l'État pour empêcher toutes les stations d'être à sec en France. Selon la ministre de la

Transition écologique, près de 30 % des stations-service y sont en rupture d'au moins un carburant. Les queues devant les stations-service se généralisent en France.

À La Réunion, pareille situation se produit plus souvent qu'en France. Il suffit par exemple que des transporteurs menacent de bloquer pour entraîner un rush sur les carburants, avec d'importants embouteillages à la clé. Car à la différence de la France, il n'existe pas d'autre alternative à La Réunion que les véhicules fonctionnant avec des carburants importés pour se déplacer entre les villes. Compte tenu de leurs prix, les voitures électriques ne sont guère accessibles. Ces ruées vers les stations-service sont la conséquence d'une politique : la domination du tout-automobile. Tant que cette situation perdure, La Réunion sera exposée à ce phénomène.

Combien coûte le tout-automobile à La Réunion ?

Maurice, le pays le plus proche de La Réunion, démontre quotidiennement qu'une alternative à ce système existe pour le transport interurbain, c'est le train. Depuis dimanche, le réseau ferroviaire y a été étendu à 40 kilomètres. Désormais, les plus grandes villes sont reliées par des trains de 350 places, circulant toutes les 10 minutes, au prix de moins d'un euro par trajet pour faire 40 kilomètres. D'ici la fin de l'année, l'Université et la Cybercity seront connectées à ce réseau ferré.

Ce moyen de transport moderne, pas cher, écologique et rapide est un investissement de moins de 500 millions d'euros. Son coût d'entretien sera également inférieur à celui d'un réseau de bus, car un train de 350 places peut circuler pendant plusieurs dizaines d'années. Une rame représente la capacité de plusieurs bus qui devront être renouvelés plusieurs fois pendant la durée de vie d'un train, avec au bas-mot une facture de 200000 euros par véhicule à changer.

Quant à l'économie faite sur le maintien du tout-automobile, il sera très pertinent d'effectuer une étude pour évaluer ne serait-ce que le coût de la pollution, des pertes de temps et des achats de véhicules et de carburants importés nécessaires pour relier les grandes villes de La Réunion. 500 millions d'euros ne sont-ils pas dépensés en moins d'une année ?

Train réalité à Maurice, bien avancé à Madagascar, et à La Réunion ?

Maurice ne peut compter sur des transferts publics en provenance de la France et de l'Europe

équivalents à ceux qui bénéficient à La Réunion. Madagascar non plus, et pourtant là-bas un projet de train est bien avancé. Les wagons ont déjà été débarqués, et une première ligne de 12 kilomètres est prévue pour décongestionner les rues embouteillées d'Antananarivo.

Mais dans notre île, le tout-automobile ponctionne sévèrement les transferts publics venant de France et d'Europe. Pour rattraper l'erreur de Didier Robert lancer un chantier pharaonique sans avoir les matériaux disponibles pour le terminer, la Région est contrainte à un important investissement afin de terminer la nouvelle route du littoral. 800 millions d'euros sont nécessaires, la moitié sera financée par l'État. C'est la condition pour sécuriser la liaison entre Saint-Denis et l'Ouest de La Réunion. Rappelons qu'en 2010, la précédente majorité régionale a affecté à ce projet de route en mer l'argent obtenu en 2007 de la France et de l'Europe pour reconstruire le train à La Réunion.

L'occasion pour Paris et Bruxelles de concrétiser en actes leurs paroles

Pourtant, la construction d'une ligne entre Saint-Benoît et Saint-Denis apparaît chaque jour plus urgente. Tous les matins, ce sont plus de 15 kilomètres d'embouteillages pour entrer côté Est de la capitale. Une autre ligne entre Le Port et Saint-Pierre soulagera les usagers piégés tous les matins dans le bouchon de la Route des Tamarins. Le tronçon entre Le Port et Saint-Denis pourra alors être assuré via une desserte à haute fréquence par des bus devenus surnuméraires dans l'Est, l'Ouest et le Sud, en attendant le percement d'un nouveau tunnel sous le massif de la Montagne.

Les communautés d'agglomération concernées ne pourraient-elles pas proposer un projet commun pour ces deux lignes ferroviaires afin de solliciter un co-financement de l'État et de l'Europe ? À l'heure où Paris et Bruxelles ne cessent de parler de transition écologique et de sobriété énergétique, la France et l'UE auraient là une occasion de mettre en accord leurs paroles avec des actes concrets au profit de plusieurs centaines de milliers de Réunionnais.

M.M.

La Semaine de la Fraternité et des Solidarités **du 10 au 15 octobre**

Lutte contre la pauvreté : bureau mobile d'accès aux droits du CCAS de Saint-Denis

Désormais, il va devenir habituel de croiser ce petit camion dans les rues de la capitale dionysienne. Avec son marquage rose et vert, et son slogan « Droit au bus », il sera difficile de le louper ! Rien ne le différencie des autres fourgons et pourtant, ce bureau mobile du CCAS Saint-Denis va permettre à de nombreux citoyens de modifier et d'améliorer leur quotidien. Hier matin, Natacha descendait du bus, installé au Chaudron dans le cadre de la Semaine de la fraternité et des solidarités : « Je suis venue parce que je passais dans le quartier et je viens d'apprendre que mon garçon a droit au bus gratuit alors que je paye sa carte. Je suis contente », explique la maman, heureuse de ce hasard qui va lui faire faire quelques économies !

« Aller voir les gens qui ne viennent jamais frapper à notre porte »

Grace à ses deux bureaux qui permettent une totale confidentialité, les travailleurs sociaux installés dans ce bureau mobile vont pouvoir accueillir et aiguiller les administrés qui sont souvent perdus dans le mille-feuille administratif et qui finissent par démissionner dans leurs démarches. « Nous voulons faire plus que ce nous faisons jusque-là, pour faire plus, nous devons aller voir les gens qui ne viennent jamais frapper à notre porte », milite Ericka Bareigts, Maire de Saint-Denis et Présidente du CCAS, instigatrice de la loi EGALIM pour réduire les inégalités dans les territoires ultramarins.

« Nous constatons au quotidien qu'une partie conséquente des plus démunis ne font pas respecter leurs droits car ils manquent d'informations. Ce bus d'accès aux droits va permettre d'aller les retrouver dans leur quartier, au pied de leur habitation pour les accompagner dans leurs démarches afin d'améliorer

leur quotidien », précise David Belda, Vice-Président du CCAS de Saint-Denis.

« Entre les administrations qui passent au tout numérique, excluant de fait les administrés non informatisés et les démarches complexes à effectuer, nous constatons que certaines personnes sont totalement perdues entre les sites internet, les codes d'accès, les courriers qui n'arrivent plus. Nous sommes là pour effectuer les démarches administratives et pour déclencher des prises en charge spécifiques avec les différents services », raconte Nelly, agent du CCAS.

Un accueil sur mesure !

Mis en corrélation avec les statistiques de prise en charge locale, les travailleurs sociaux du CCAS vont pouvoir grâce à bureau mobile, donner rendez-vous directement aux citoyens qui ont des droits à faire valoir. « Nous avons des indicateurs précis grâce auxquels nous pouvons préparer les instructeurs du CCAS et des mairies annexes, afin d'inviter individuellement et nominativement pour faire valoir leurs droits aux aides légales », continue David Belda. « Il n'est pas normal que des personnes âgées démunies n'aient pas accès à l'allocation dédiée ».

Dans ce bus, les entretiens ont donc désormais une fonction directe pour prévenir les situations individuelles d'urgence. Il va également permettre aux agents de pouvoir orienter les citoyens vers les partenaires dédiés afin d'apporter une réponse adéquate aux besoins de tous. « On sort de deux années de crise, l'inflation est encore plus vraie et réelle à La Réunion où la vie est très chère. La pauvreté explose chez les jeunes et les personnes âgées, nous devons tout mettre en œuvre pour amortir ces effets sur la population », conclut l' élu.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Bate tanbour dsi l'moune i touth sak i doi pa zot ! OK

Mé bate tanbour dsi léta kan li vèrs pa d'moune sak i doi ! Sa ossi i pé fé

Médame zé méssyé, la sossyété konm toulézan l'ariv lo bilan la saison shipé konm la famiye Joron i shante dann volèr kanar. Toulézan kan i ariv fin d'lané i anparl de sa. Pou koué ? Pars in pé i panss lé bon demoune i koné oussa larzan « bande franssé i pass » sirtou kan néna kékshoz i rossanm in détournman, in linpéyé, in fote sansa mèm in lérèr.

Biensir sa i éspass par milyon, mèm par milyar é pou mon par mi yèm pa la frode ; toute kalité la frode, kan sé la koléktivité lé volé é mèm bande partikilyé. Mé pa èm sa sé in n'afèr, é bate tanbour la dsi sé in n'ote afèr d'aprè mwin. Mète dann mèm panyé sak la vol in zèf épi sak la vol in bèf, bande pti volèr épi bande gro volèr, sa sé in n'afèr mi trouv a pa just.

Laloi lé pa just konm nou kréol ni di.

Néna pti volèr i fini o flan é néna gro volèr k'i fini rish konm krézus. Mi pans pa toulmoune i mérite lo mèm trètman médyatik... Pou ashévé kan demoune i pass zot tan a vize zot famiye, sansa zot voisin, sansa ankor demoune zot i manz pa in grin d'sèl ansanm. Pou ashévé par dsi lo marshé kan sé d'moune la pa volé mé la fé in lérèr épi i taks azot de volèr.

Mézami l'ané proshène zot va oir lo jé i sava rokomanssé é konm d'abitide pti volèr, épi gro volèr va pass parèye dann péizaz médyatik. Mé néna kékshoz i pass arpa dann péizaz médyatik sé toute le moune i touth pa lé zède zot néna droi pars zot i koné pa. Mi oi dopi inn somenn la komine Sin-dni i pass kartyé ankartyé, pou signal demoune zot néna droi touth dé shoze é pi zot i touth pa.

Kissa l'otèr ladan ? Mi panss sé bande zinstittissyon zot mèm l'otèr, donk l'éta li mèm. Pars koméla i paré i gingn fé kékshoz pou signal bande frode avan klo frodèr la fine manifèst ali. Mé si i pé fèr sa pou la frode, i pouré galman fé pou le moune i koné pa zot droi... I paré lo prezidan, in moune kanifyé, la di dann son kanpagn i sava détèkt lo moune i fé pa valoir zot droi. Alor si i pé, aköz i fé pa ? Sansa la oblyé alor !

Pars sa i roprézante dé mil é dé san, dé milyon é dé milyar é pé sfèr lé riskab konstate l'éta li mèm i rotien san vèrssé sak demoune néna droi é sa lé pa bon kan ou néna pou ou la puissans piblik.

A bon ékoutèr, salu.

Justin